



A l'occasion de la Quinzaine du Commerce Equitable qui se tient du 8 au 23 mai 2021

Selon un sondage inédit OpinionWay pour Max Havelaar, Plus d'1 Français sur 2 demandent une meilleure rémunération pour les agriculteurs français qui est considérée comme le point qui pénalise le plus les producteurs (67%)

Le label équitable Fairtrade / Max Havelaar s'ouvre aux producteurs français

Paris le 5 mai 2021 – Tout travail mérite salaire : le métier d'agriculteur ne garantit même plus le salaire minimum français. Pire, un tiers des agriculteurs perçoit moins de 350 euros de revenu d'exploitation. La pandémie a permis une prise de conscience des Français : selon un sondage *OpinionWay* inédit, si le Made in France est toujours plébiscité (62 %), ils sont désormais 53 % à réclamer le respect d'un prix payé aux agriculteurs qui couvre leurs coûts de production. Alors que le gouvernement, dans une prochaine loi EGALIM 2, se penche sur ce mécanisme central du prix payé aux agriculteurs, outil par excellence du commerce équitable, Max Havelaar présente un nouveau dispositif de certification innovant pour soutenir, sans attendre, les producteurs français les plus fragiles économiquement dans les filières lait et blé. Le mouvement Fairtrade/Max Havelaar, fondé il y a trente ans pour soutenir les producteurs vulnérables d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie, constate que la détresse des agriculteurs n'est plus seulement la réalité des autres. C'est la nôtre, et il faut agir. Une labellisation complémentaire doit prévaloir, elle est souhaitée par les Français : selon *OpinionWay*, 81% d'entre eux déclarent avoir agi à leur échelle pour soutenir l'agriculture hexagonale depuis le début de la crise.

Les Français veulent soutenir les agriculteurs avec un prix minimum garanti

Pour cette 20ème édition de la Quinzaine du Commerce Equitable, Max Havelaar a souhaité donner la parole aux Français [via un sondage OpinionWay](#) :

La moitié des Français (52%) juge globalement négatif l'impact de la crise sanitaire pour l'agriculture française, un quart l'estime même très négative. Cependant, si pour les Français la crise a empiré la situation des agriculteurs, leurs difficultés datent d'avant celle-ci, et les deux principales raisons qui pénalisent le plus l'agriculture française sont pour :

- 67% des Français, **les prix bas imposés** aux agriculteurs par les intermédiaires et les distributeurs,
- 63% des Français, **la concurrence avec d'autres pays** aux normes moins contraignantes.

La conjoncture n'a donc pas modifié l'ordre des problématiques du secteur agricole : en 2019* déjà, la moitié des Français considérait que la rémunération des agriculteurs était l'enjeu principal des entreprises du secteur alimentaire. Conscients des enjeux, les Français **reconnaissent aussi l'existence de solutions dont il se rendent acteurs lorsqu'ils le peuvent**. En tête des actions jugées les plus positives pour l'agriculture française, se trouve :

- la consommation de produits made in France (62%),
- le respect d'un prix payé aux agriculteurs qui couvre bien leurs coûts de production (53%),
- une meilleure reconnaissance des agriculteurs qui respectent l'environnement (46%)
- le développement de marques et labels leur garantissant une juste rémunération (39%).

Et ils agissent ! Les Français se sont largement emparés des moyens dont ils disposent pour soutenir l'agriculture française. **81% des interrogés déclarent avoir agi pour soutenir l'agriculture dans leur**

consommation alimentaire, contre 17% qui n'ont pas modifié leurs habitudes alimentaires pour soutenir l'agriculture. Dans le détail :

- la moitié des interviewés déclare acheter davantage de produits *made in France* et...
- ...36% avoir acheté davantage de produits français garantissant un prix juste aux agriculteurs
- un tiers (32%) a acheté des produits directement auprès des producteurs sur les marchés.

Un constat préoccupant pour des pans entiers de l'agriculture française

Il y a des chiffres qui ne trompent pas : **30,1% des exploitations en céréales et grandes cultures, 21,5% en polyculture élevage et 14,9% des exploitations en production de bovins (dont lait) étaient déficitaires en 2017 (INSEE, 2019)**. Les agriculteurs travailleraient **53,3 heures par semaine (Insee)**. Dans certaines régions comme Poitou-Charentes ou l'Alsace, les éleveurs laitiers ne peuvent se payer un revenu équivalent au SMIC. C'est aussi le cas, par exemple, en région Occitanie pour les céréales. Dans dix ans, la moitié des agriculteurs auront l'âge de la retraite tandis que **le taux de reprise d'exploitation chute chaque année. Le taux de suicide agricole est 12,62% supérieur** au reste de la population (MSA 2015). Comment dans ces conditions espérer inciter les jeunes à reprendre les exploitations ?

La déprise agricole de certains territoires aggrave la situation des agriculteurs qui restent, et leur **précarité économique et sociale**. Cette fragilité économique empêche de nombreux agriculteurs de se mettre sur le chemin de la transition écologique.

Les principales causes de cette situation inquiétante sont proches de celles qui ont motivé la création des premières filières équitables il y a 3 décennies : **déséquilibre du rapport de force** entre producteurs et acteurs en aval de la chaîne de production, **fixation des prix par des marchés internationaux**, volatilité des prix génératrice d'incertitude, pression constante sur les prix sans considération pour les coûts de production réels...

Max Havelaar propose une certification innovante des producteurs français : garantie de meilleure rémunération, accompagnement vers une agriculture durable, contribution au maintien de territoires ruraux

Comme pour les filières Sud, la certification équitable peut débloquent certaines impasses en impliquant les consommateurs. **Fairtrade/Max Havelaar s'engage aujourd'hui sur les filières françaises de blé et lait grâce à une méthode inédite de fixation du prix garanti** en fonction du territoire et d'un objectif chiffré de revenu. La traditionnelle prime collective propre au commerce équitable, l'éligibilité automatique en cas de conversion vers le bio et un cahier des charges compatible *Haute Valeur Environnementale-HVE*, seront des outils d'accompagnement vers une agriculture durable. L'approche territoriale et l'éligibilité des jeunes en installation contribueront au maintien de l'activité agricole dans les territoires en déprise. Cette innovation est expérimentée sur le marché français et le dialogue ouvert au niveau européen.

« *Nous avons utilisé les leçons de nos filières historiques pour créer ce nouveau cahier des charges adapté à la France, en dialoguant avec les producteurs. Alors que tout le monde parle de garantir un prix juste, transparent et supérieur aux coûts de production à l'agriculteur, nous le proposons aujourd'hui concrètement et de façon territorialisée.* » **Blaise Desbordes, DG de Max Havelaar France.**

« *En s'engageant dans la certification « Produits laitiers équitables Max Havelaar », notre objectif est d'obtenir pour la filière lait Charentes-Poitou une valorisation décente, pour mieux rémunérer la qualité du travail des producteurs et ainsi maintenir cette filière laitière en déprise depuis quelques années sur notre territoire »,* indique **Patrick Roulleau, président de l'Association Centrale des Laiteries Coopératives des Charentes et du Poitou (ACLCCP).**

« *A ce jour, 2/3 des exploitations céréalières du Gers ne dégagent pas de revenu. Ce projet représente pour nous la promesse d'être considéré et rémunérés dignement. Il apporte des perspectives, de la visibilité et une certaine pérennité à nos exploitations »,* **Florent Estebenet, agriculteur et administrateur de la coopérative agricole Vivadour – Gers (32).**

Les consommateurs pourront soutenir le Sud et le Nord dans un même produit !

Parce que le commerce équitable porte des **valeurs universelles**, le développement d'une production française certifiée Fairtrade/Max Havelaar sera également un levier de croissance pour les filières historiques du Sud. Les **nouveaux ingrédients blé et lait compléteront les ingrédients équitables**

habitués produits hors de France (cacao, fruits exotiques, sucre de canne, café). De nouvelles catégories équitables de produits seront rendues possibles, là où cohabitent lait et vanille, blé et pépites de chocolat : **yaourts, crèmes dessert, viennoiseries, pâtisseries, biscuiterie.**

« Plus d'ingrédients certifiés permettra la création des produits nouveaux, cela favorisera une solidarité de fait entre agriculteurs fragilisés au Nord et au Sud, et garantira un juste prix à l'agriculteur, où qu'il soit. Les consommateurs réclament cette cohérence. » **souligne Blaise Desbordes.**

Les principales garanties du standard Fairtrade/Max Havelaar pour les filières blé et lait

Pour les producteurs et productrices :

- Un prix minimum payé aux agriculteurs et défini sur la base des prix de revient
- Une prime financée par l'ensemble des maillons en aval de l'organisation de producteurs, gérée collectivement par les producteurs et dédiée aux projets sociaux et à la transition écologique
- Un engagement de l'ensemble de la filière sur des contrats pluriannuels

Pour améliorer l'impact de l'engagement des acteurs de la filière équitable :

- Certification destinée aux agriculteurs vulnérables des territoires vulnérables
- Certification destinée aux agriculteurs jeunes installés
- Certification conçue pour soutenir la transition écologique
- Certification adressée aux agriculteurs organisés collectivement

Support de l'organisation collective aux producteurs :

- Accompagnement pour atteindre les exigences de la certification
- Formation à des pratiques plus durables

Pour l'environnement et la santé humaine :

- Contrôle du respect du cadre réglementaire environnemental
- Critères articulés avec la certification *Haute Valeur Environnementale – HVE*
- Encadrement de l'utilisation des produits phytosanitaires
- Exigence évolutive sur les marqueurs transition écologique (utilisation des produits phytosanitaires, fertilisation, stockage des effluents d'élevage, utilisation de l'eau, couverture des sols, entretien des espaces de biodiversité, alimentation animale, bien-être animale...).

Méthodologie

L'étude « Les Français et le soutien à l'agriculture » pour Max Havelaar France a été réalisée auprès d'un échantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. Les interviews ont été réalisées par questionnaire autoadministré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview). Les interviews ont été réalisées du mercredi 14 au jeudi 15 Avril 2021.

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « Sondage OpinionWay pour Max Havelaar France » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

“opinionway

* Baromètre Max Havelaar France, « Le partage des richesses au cœur de la transition alimentaire », novembre 2019.

À propos de Max Havelaar France

L'ONG Max Havelaar France, membre fondateur du mouvement international Fairtrade/Max Havelaar, agit pour un commerce équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement. Avec le label Fairtrade/Max Havelaar, elle mobilise les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics afin de transformer les pratiques et de soutenir les producteurs et travailleurs défavorisés. Elle sensibilise l'opinion publique et milite en faveur d'une économie mondiale éthique et responsable. Pour en savoir plus : <https://www.maxhavelaarfrance.org/actualites/presse/>

CONTACTS PRESSE

Agence Etycom | Aelya NOIRET | 06 52 03 13 47 | a.noiret@etycom.fr

Max Havelaar France | Anne-Lise FRANÇOIS | 07 84 90 54 33 | a.francois@maxhavelaarfrance.org